Insee Analyses
Normandie

N° 30
Mars 2017

# La construction en Normandie : la reprise se fait attendre

**En Normandie, 90 500 personnes travaillent dans la construction. Le poids de ce secteur est relativement élevé dans la région. Or, l'activité décline nettement depuis bientôt dix ans. C'est le secteur le plus touché par les pertes d'emploi sur cette période. D'une part les établissements normands perdent des emplois, mais surtout des établissements disparaissent. Quelques signes de reprise sur le marché de l'immobilier et la hausse récente des autorisations de construire laissent entrevoir la reprise de l'activité. Ces meilleures perspectives ne sont toutefois pas encore répercutées sur l'emploi qui parvient tout juste à se stabiliser sur la période récente.**

Étienne Silvestre

## Un secteur relativement important dans la région

La construction désigne l'édification, l'extension, la démolition, la restructuration, l'entretien et la rénovation de bâtiments à usage résidentiel ou non-résidentiel. En Normandie, ce secteur emploie 90 500 salariés et non salariés fin 2014, soit 7,1 % du total des emplois, une proportion plus élevée qu'en France métropolitaine (6,3 %). Dans tous les départements normands, le poids de la construction dans l'emploi total dépasse celui du niveau national. Il varie de 6,5 % dans le Calvados à 8,0 % dans la Manche, *(Illustration 1)*.

Dans ce secteur, la part d'emplois non salariés est importante. Ainsi, 18,6 % des emplois sont occupés par des non salariés, contre seulement 10,2 % sur l'ensemble des secteurs de la région. Il présente aussi la particularité de recourir fortement à l'intérim. En 2014, la construction utilise 5 950 ETP d'intérimaires, soit 18,7 % du total des ETP d'intérimaires dans la région.

La construction emploie 6,5 % des salariés en Normandie, quasiment un point de plus qu'en France métropolitaine. Ces emplois sont cependant diversement présents sur le territoire. Fin 2013, cette part dépasse 8,0 % dans les zones d'emploi de Coutances, Granville, Avranches, Bernay et Pont-Audemer. Dans cette dernière, le poids de la construction est particulièrement élevé (11,0 %). Inversement, les salariés du secteur représentent moins de 6,0 % à Bayeux, Vire, Évreux et Vallée-de-la-Bresle-Vimeu, *(Illustration 2)*.

## Un tissu de petits établissements employeurs

Fin 2014, 24 000 établissements relèvent du secteur de la construction en Normandie, soit 13,0 % du total. Cette part est, comme pour l'emploi, plus élevée qu'en France métropolitaine

**1 Un secteur fortement représenté en Normandie**

Emplois et établissements de la construction fin 2014

| | Emploi salarié | % de l'emploi salarié | Emploi non salarié | % de l'emploi non salarié | Emploi total | % de l'emploi total | Établ. | % des établ. |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Calvados | 14 341 | 5,8 | 3 854 | 12,5 | 18 195 | 6,5 | 5 599 | 12,5 |
| Eure | 10 804 | 6,2 | 3 455 | 16,3 | 14 259 | 7,3 | 5 327 | 16,3 |
| Manche | 12 666 | 7,6 | 2 502 | 10,2 | 15 168 | 8,0 | 3 430 | 12,7 |
| Orne | 5 841 | 6,3 | 1 641 | 11,3 | 7 482 | 7,0 | 2 381 | 14,8 |
| Seine-Maritime | 30 883 | 6,6 | 4 502 | 11,2 | 35 385 | 6,9 | 7 380 | 11,4 |
| Normandie | 74 535 | 6,5 | 15 954 | 12,2 | 90 489 | 7,1 | 24 117 | 13,0 |
| **France métropolitaine** | **1 339 907** | **5,6** | **333 493** | **11,8** | **1 673 400** | **6,3** | **583 898** | **12,5** |

*Source : Estel, REE*

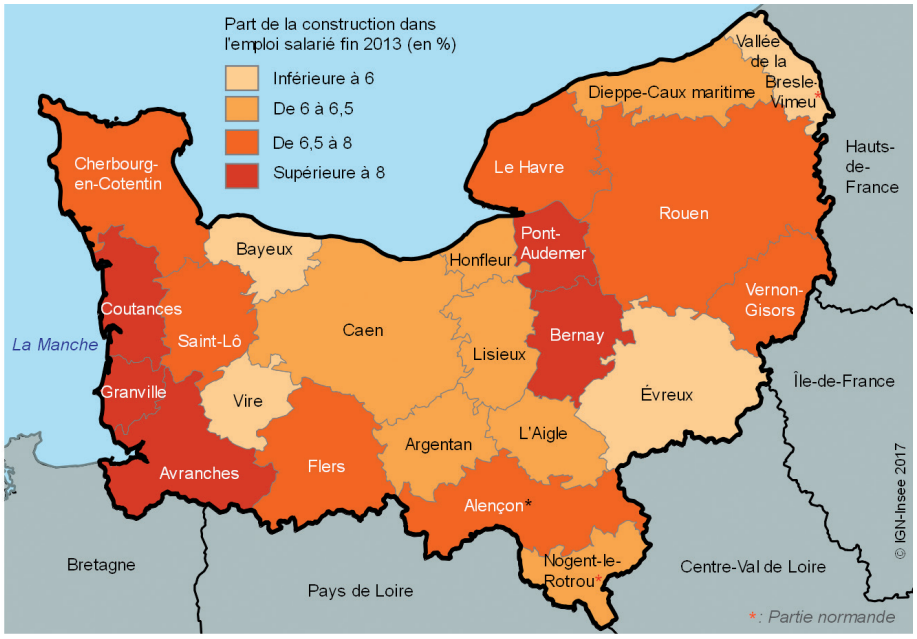
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFÈTE DE LA RÉGION NORMANDIE
Insee
Mesurer pour comprendre
Normandie

(0,5 point de plus). 38,4 % de ces établissements ont au moins un salarié, soit quatre points de plus que l'ensemble des établissements. Au niveau national, la construction est également un secteur plus employeur que les autres, mais l'écart est moindre (deux points de plus que l'ensemble).

Les établissements relevant du secteur de la construction sont plus souvent employeurs que dans les autres secteurs. Les établissements employeurs sont cependant plus petits en moyenne. Leur nombre moyen de salariés est de 7,8, contre 11,9 dans l'ensemble de l'économie marchande. Dans la construction, les établissements de plus de 50 salariés sont relativement peu nombreux (0,7 % des établissements contre 4,7 % dans l'industrie par exemple), et emploient au total un quart des salariés, *(Illustration 3)*. A contrario, un tiers des établissements emploie 9 salariés ou moins contre un cinquième seulement dans l'ensemble des secteurs marchands.

**2 Un secteur fortement présent dans la Manche et l'ouest de l'Eure**

Part de la construction dans l'emploi salarié des zones d'emploi fin 2013




*Source : Estel*

## Une activité en berne depuis 10 ans

Au début des années 2000, le marché immobilier est très dynamique en Normandie comme en France. La baisse des taux, l'allongement des durées d'emprunts et certains dispositifs publics (comme le prêt à taux zéro ou les dispositifs d'amortissement fiscal en faveur de l'investissement locatif) stimulent la demande de biens immobiliers, dont les prix augmentent. Ce dynamisme, conjugué à l'effort de construction de logements sociaux porté par le plan de cohésion sociale de 2005, favorise la construction. La conjoncture normande encourage ainsi particulièrement les investisseurs : les ventes annuelles de bien immobiliers neufs triplent et les prix moyens bondissent, de 61 % pour les maisons et de 57 % pour les appartements. Le nombre d'autorisations de construire des logements augmente ainsi de près de 8 % entre le début 2003 à la fin 2006, date à laquelle elles sont au plus haut, *(Illustration 4)*. Ainsi, l'activité normande est bien plus dynamique qu'au niveau national (+ 61 %). Sur cette même période, les autorisations de construire des locaux professionnels augmentent de 35 % en Normandie.

Dès le début de 2007 l'activité du bâtiment connaît des premiers signes d'essoufflement en raison du durcissement des conditions d'emprunts, liés à la remontée des taux immobiliers. La crise économique de 2008 vient amplifier cette baisse d'activité. Ainsi, entre fin 2006 et fin 2009, le nombre de logements autorisés baisse de 35 % sur la région. Le plan de relance de l'économie, décidé en 2009, soutient les secteurs que la crise a mis le plus en difficulté : l'automobile et la construction. Les effets de ces mesures sur l'activité sont vifs, mais provisoires. Après une forte hausse en 2010, suivie d'une stabilisation en 2011, l'activité rechute à partir de 2012, conséquence de la crise européenne des dettes souveraines. Au total, de 2007 à 2014, le nombre annuel de logements autorisés à la construction baisse de moitié dans la région et de 38 % au niveau métropolitain. À son plus bas niveau fin 2014, l'activité est de 15 % inférieure à ce qu'elle était début 2000. La surface des locaux autorisés à la construction diminue également sur cette période, de 40,3 % en Normandie et de 29,9 % en France métropolitaine.

## Signes de reprise dans le bâtiment en 2016

Depuis 2015, l'activité repart, comme en France métropolitaine, à un rythme lent. Le nombre de logements autorisés augmente de 17 % entre début 2015 et le troisième trimestre 2016. La reprise de la construction de locaux est plus tardive. La construction de locaux continue cependant de fléchir plus longtemps. Les signes de reprise en Normandie n'apparaissent que début 2016.

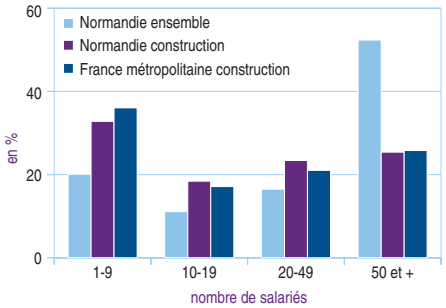
## Les travaux publics subissent la baisse des investissements publics

Entre 2000 et 2008, le montant des commandes adressées aux entreprises de travaux publics progresse de 7,0 % par an en moyenne en Normandie, davantage qu'en France métropolitaine (+ 5,6 %, *Illustration 5*).

Dans les premières années qui suivent la crise de 2008, le secteur des travaux publics résiste bien. La forte dépendance du secteur aux commandes publiques le rend moins dépendant des aléas conjoncturels. Ainsi, entre 2008 et 2013, l'activité reste stable en France métropolitaine. Sur cette période,

**3 Un tiers des salariés dans des établissements de moins de 10 salariés**

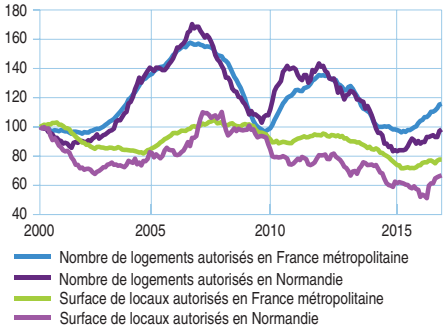
Répartition des salariés selon la taille de l'établissement




*Source : Insee - Clap 2013*

**4 La construction de logements repart en 2016**

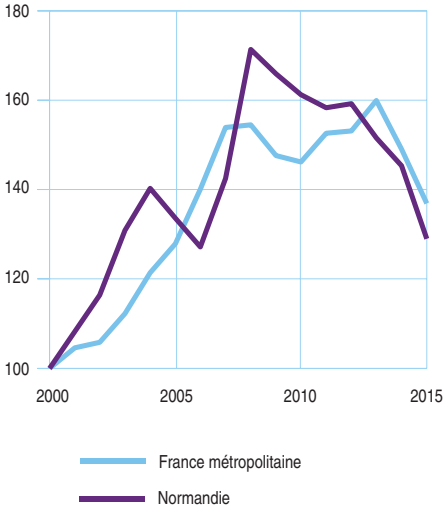
Évolution du nombre de locaux et de logements autorisés




*Source : SOeS, Sit@del2, estimations sur données arrêtées à fin décembre 2015*

**5 Les travaux publics chutent fortement depuis 2012**

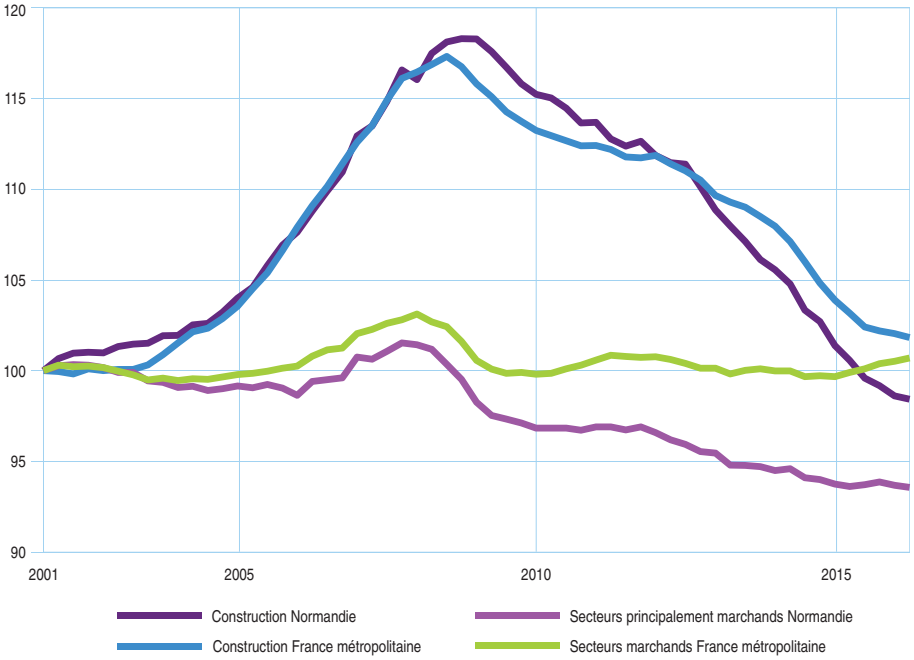
Évolution du montant des travaux publics effectués (FNTP, enquête annuelle d'activité dans les travaux publics en métropole)




*Source : FNTP, enquête annuelle d'activité dans les travaux publics en métropole*

**6 L'emploi dans la construction au plus bas niveau depuis 2001**

Évolution de l'emploi régional




*Source : Estimations trimestrielles d'emploi*

la Normandie souffre toutefois plus de la crise avec une rétractation de l'activité de 2,2 % par an en moyenne. Depuis 2014 en revanche, le secteur subit, en Normandie comme en France métropolitaine une forte baisse de l'activité. Les collectivités territoriales réduisent leurs investissements suite aux baisses successives de la dotation globale de fonctionnement qui leur est versée par l'État (– 3,6 milliards d'euros chaque année depuis 2014). Ainsi, en 2015 en Normandie, l'activité dans le secteur se situe 25 % en deçà de son niveau de 2008, année où elle était au plus haut.

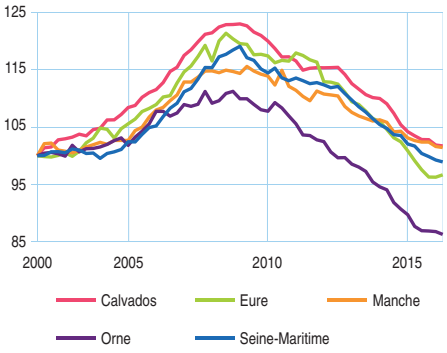
Au cours des trois premiers trimestres 2016 l'activité tend à s'améliorer légèrement. Le climat reste toutefois très incertain. Les nouvelles collectivités territoriales issues de la loi NOTRe (nouvelle organisation territoriale de la République), nouvelles régions et intercommunalités, sont en phase de réorganisation, ce qui peut peser sur les décisions d'investissement à court terme.

## Des conséquences lourdes sur l'emploi

Comme en France métropolitaine, l'emploi salarié normand des secteurs principalement marchands progresse légèrement de fin 2001 à fin 2007 (+ 1,6 %) puis subit une décrue qui s'atténue courant 2009. De fin 2007 à fin 2015, le recul cumulé s'élève à 7,6 % en Normandie et 2,5 % en France métropolitaine. Secteur le plus dynamique de l'économie au début des années 2000, la construction est le secteur le plus touché par le retournement de 2008. En effet, l'emploi salarié progresse vivement de fin 2001 à fin 2008 dans ce secteur, puis régresse à son niveau initial sur la période 2008-2016. La construction normande gagne ainsi 13 400 postes (+ 18,4 %) avant d'en perdre 14 000 (– 16,2 %). La Normandie se place au 4e rang des 13 régions métropolitaines pour la part d'emplois perdus depuis 2008. La baisse est nettement plus importante que dans l'ensemble des secteurs, car elle ne faiblit pas et s'amplifie à partir de 2013, *(Illustration 6)*. En 2016, la hausse de

**7 Le département de l'Orne particulièrement touché**

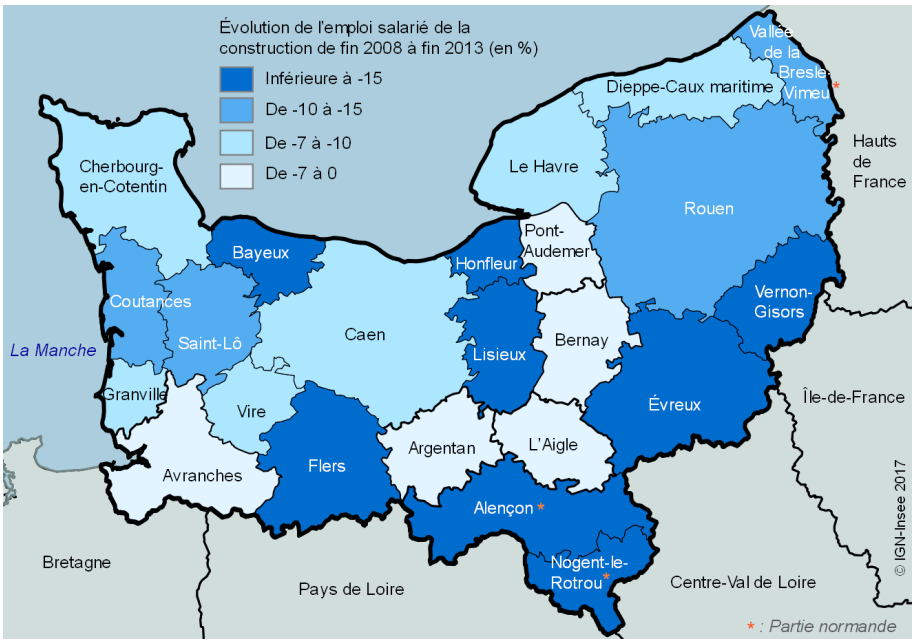
Évolutions de l'emploi et des établissements dans les départements




*Source : Estimations trimestrielles d'emploi, REE*

**8 Les zones d'emploi d'Alençon, Vernon-Gisors et Nogent-le-Rotrou sont les plus touchées par les pertes d'emploi**

Évolution de l'emploi dans les zones d'emploi de fin 2008 à fin 2013




*Source : Estel*

l'activité permet de stabiliser l'emploi, sans toutefois permettre les créations nettes.

La baisse est limitée dans la Manche (– 10,8 %) mais l'Orne (– 22,9 %) et l'Eure (– 18,5 %) sont davantage touchés, *(Illustration 7)*. De fin 2008 à fin 2013, toutes les zones d'emploi perdent des salariés dans la construction. La diminution est de plus de 15 % dans huit d'entre elles et inférieure à 7 % dans cinq autres. Vernon-Gisors, Alençon et Nogent-le-Rotrou perdent presque un cinquième de leurs effectifs salariés. Celles où la part de la construction dans l'emploi salarié est élevée résistent relativement bien, à l'exception de Coutances (– 11,2 %), *(Illustration 8)*.

Les baisses d'emploi dans la construction normande résultent davantage des cessations d'établissements que des baisses d'effectifs des établissements pérennes. Entre 2008 et 2014, le nombre d'établissements de la construction croît de 440 en moyenne chaque année (+ 2,2 %), relativement moins que dans l'ensemble dessecteurs (+ 2,7 %). La part des établissements entrants (21,5 % du total) est pourtant plus élevée (+ 1,5 point), ce qui atteste d'une certaine attractivité. Cependant, la part des établissements sortants (19,3 %) l'est encore plus en raison de la morosité du secteur (+ 1,9 point). Or, les établissements entrants sont par nature plus jeunes et donc moins employeurs que les sortants. Sur la période, ces va-et-vient d'établissements sont neutres sur l'emploi salarié de l'ensemble des secteurs, mais ils pèsent défavorablement sur celui de la construction de 1,6 % en moyenne chaque année. L'impact des variations d'effectifs des établissements pérennes est moins négatif (– 0,9 % par an en moyenne) mais là encore, davantage que dans l'ensemble des secteurs (– 0,7 %), *(Illustration 9)*. ■

**9 Les sorties nettes d'établissements expliquent les deux tiers de la baisse de l'emploi**

Renouvellement annuel moyen des établissements et de l'emploi

| | Normandie construction | | Normandie ensemble | | France métropolitaine construction | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Établ. | Emploi salarié | Établ. | Emploi salarié | Établ. | Emploi salarié |
| Stock fin 2008 | 19 061 | 85 731 | 147 645 | 724 182 | 454 387 | 1 541 208 |
| Stock début 2014 | 21 400 | 75 161 | 168 726 | 698 836 | 535 092 | 1 428 429 |
| Variation annuelle moyenne | 441 | – 2 078 | 4 216 | – 5 069 | 15 599 | – 25 424 |
| Évolution annuelle moyenne | 2,2 | – 2,5 | 2,7 | – 0,7 | 3,2 | – 1,7 |
| dont due à la différence Établ. entrants - établ. sortants | | – 1,6 | | 0 | | – 1,3 |
| dont due aux pérennes | | – 0,9 | | – 0,7 | | – 0,4 |

*Source : REE, Clap*

## Méthodologie

**Estimations d'emploi localisées (Estel)** : Estel est un dispositif d'estimation exhaustif de l'emploi salarié et non salarié en fin d'année. Son exhaustivité résulte de la combinaison de plusieurs sources : Déclaration annuelle de données sociales, Système d'information sur les agents des services publics, Mutualité sociale agricole et Particuliers-employeurs. **Les dernières données couvrent l'année 2014 au niveau département et 2013 au niveau zone d'emploi.**

**Estimations trimestrielles d'emploi (ETE)** : les ETE fournissent une estimation de l'emploi salarié es secteurs principalement marchands non agricoles en fin de trimestre. Elles mobilisent trois sources : les bordereaux récapitulatifs de cotisations sociales, l'interrogation directe de certaines entreprises et l'estimation par la Dares du nombre d'intérimaires.

**Connaissance locale de l'appareil productif (Clap)** : Clap localise l'emploi salarié et les établissements des secteurs d'activité en combinant les informations des déclarations annuelles de données sociales et du Répertoire des entreprises et des établissements.

**Système d'information et de traitement automatisé des données élémentaires sur les logements et les locaux (Sitadel)** : Sitadel fournit une estimation des logements autorisés et commencés. Elle exploite les informations relatives aux permis de construire : dépôts, autorisations, annulations, modificatifs, mises en chantier et achèvements des travaux.

## Définitions

**Zone d'emploi** : Une zone d'emploi est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

**Insee Normandie**
5, rue Claude Bloch
BP 95137
14024 CAEN Cedex

**Directeur de la publication** :
Daniel Brondel

**Rédactrice en chef :**
Maryse Cadalanu

**Attachés de presse :**
Martine CHERON (Rouen)
Tél : 02 35 52 49 75
Philippe LEMARCHAND
Tél : 02 31 45 72 88

**Mise en page** :
Agence Elixir, Besançon

ISSN : 2493– 7266 (en ligne)
ISSN : 2496– 5227 (imprimé)

© Insee 2017

## Pour en savoir plus

• « Le bilan économique Normandie : en 2015, l'économie normande peine à profiter de l'amélioration nationale » Julien Delamare, Jean-François Eudeline, Isabelle Bigot, Camille Sutter, Sabrina Leroux (Insee), Christelle Bérard (Direccte de Normandie), Élisabeth Borgne (Draaf de Normandie), Pascal Capitaine, Erwan Pouliquen (Dreal Normandie) – Insee Conjoncture Normandie N° 3 (2016, mai), 24 p.

• « La Normandie à travers la crise : Une timide reprise après crise en Normandie » Isabelle Bigot, Valérie Comte-Trotet, Catherine Fichot, Caroline Levouin, Michel Moisan, Étienne Silvestre et Catherine Sueur (Insee Normandie) – Insee Dossier Normandie N° 2 (2016, novembre), 28 p.

Insee
Mesurer pour comprendre